

Renzi, Rome, le Sénat et la fin d'un monde...

Le renzisme n'aura donc pas sauvé la « seconde » République italienne. Née voici un peu plus de vingt ans sur les décombres d'une « première » qui tombait d'« andreottisme » en « craxisme » avant de succomber sous les coups des juges de l'opération « Mani pulite ». Dimanche soir, au Palais Chigi, le jeune président du Conseil des ministres a médité l'intenable situation dans laquelle se trouvent les occupants du siège du gouvernement italien depuis 2008, confrontés à une crise de régime qui risque désormais d'atteindre l'ensemble de l'Union européenne (UE).

Issu de l'aile gauche de la démocratie-chrétienne, celle qui versa d'authentiques larmes lors de l'assassinat d'Aldo Moro, mais cependant trop jeune pour s'en souvenir, ancien scout, indifférent aux songes altermondialistes de la jeunesse de gauche italienne des années 1990, florentin de naissance mais pas par l'usage qu'il aurait pu faire de Machiavel, le talentueux Matteo Renzi a néanmoins davantage duré que ces prédécesseurs, Mario Monti ou Enrico Letta et sans doute suscité davantage d'espoirs. Renzi a toujours revendiqué le fait de n'avoir pas lu Gramsci, figure mythique du

communisme italien dont le portrait orne toujours les permanences du Parti démocrate (PD), conquis à la hussarde par un Renzi triomphant qui n'a cessé de manifester une

froide indifférence à l'égard de cette « question morale » qui transfigura Enrico Berlinguer, autre mythe transalpin, et tarauda l'Italie jusqu'à ce matin blême de décembre qui le vit porter sa démission au Palais du Quirinal...

Seule véritable innovation de ses mille journées d'occupation du pouvoir son « décisionnisme », décrit par le politiste Christophe Bouillaud, trouva un point d'orgue dans sa proposition de référendum constitutionnel visant

notamment à réformer le bicamérisme et le Sénat, à en réduire le nombre de membres à une centaine, à modifier les règles d'élection du président de la République... Sans résultats économiques probants, se heurtant au refus répété de la chancelière d'Allemagne de desserrer l'étau financier autour de la péninsule italienne, les réformes (Jobs Act) de Matteo Renzi ont donc été confrontées à un jugement de plus en plus sévère des Italiens, qui ont trouvé dans le « no » au référendum un vecteur cathartique rendant possible l'expression d'un vaste front du refus, dont l'ampleur avait, jusqu'à dimanche soir tard, été sous-estimée par tous les camps. Refus du déclassement, de la précarité, d'une façon de gouverner, d'une austérité rampante... et donc d'une façon d'agir

politique dans l'acceptation du consensus économique européen.

La chute de François Hollande avait sonné jeudi comme un mauvais présage. Leurs sourdes tentatives pour adoucir le consensus européen en matière monétaire et budgétaire au sein de la zone euro ont toujours échoué. Au contraire du gouvernement français, le président du Conseil des ministres italien s'était même quant à lui enfoncé dans un soutien aveugle et fanfaron à ce Tatta-TTIP, que l'élection de Donald Trump, au moins autant que l'éveil des peuples et la raison allaient pourtant définitivement enterrer.

Contretemps historique annonciateur d'une fin proche.

Les oppositions ont, après l'été, accentué la pression sur l'édifice fragile du PD renziste,

victime de symboliques ou lourdes



défections.

Le Mouvement 5 Étoiles (M5S) a fait de Renzi une sorte de créature de Giorgio Napolitano, ancien président de la République, vécu comme un renégat de l'antique PCI. Mouvement « populiste », créé à l'initiative d'un humoriste et comédien qui s'était fait connaître à la télévision, où il avait choisi pour cibles privilégiées les socialistes de Bettino Craxi et le télé-président du Conseil Silvio Berlusconi, le M5S a enregistré de nombreux succès. Aux récentes élections, il n'a cessé d'enregistrer des scores impressionnants chez les jeunes, les étudiants, les chômeurs, les travailleurs indépendants... Toute une Italie diplômée et déclassée, connectée et préoccupée par les sujets démocratiques et environnementaux, venue d'horizons politiques différents, mais inclinant au

centre-gauche, conteste l'austérité, la « vieille politique » et Angela Merkel... Elle a abattu celui qui avait cru être plus fort qu'elle. À tort.

« L'autre Matteo », Salvini, lui, a réorienté la stratégie de la Ligue du Nord vers une alliance des droites sur une ligne identitaire et populiste. Depuis de longs mois, Matteo Salvini et Giorgia Meloni, quant à elle dirigeante de Frères d'Italie-Alliance nationale, le parti « post-fasciste », labourent l'Italie, du nord au sud pour faire tomber Renzi et se poser en légitimes et seuls successeurs possibles de Silvio Berlusconi. Mission accomplie pour ces jeunes leaders d'une destra (droite) qui forgent un populisme hostile à l'immigration, à l'islam et aux politiques voulues par l'Allemagne de... M^{me} Merkel.

Après le Brexit, une année électorale à Vienne qui s'apparente à un crépuscule de la « seconde » République

autrichienne, une crise de régime ouverte en Espagne, une mise sous tutelle de fait de la Grèce, une fronde de la Wallonie contre la politique commerciale de l'UE, l'autolimogeage du résident Hollande et le vote de défiance du peuple italien à l'encontre de Matteo Renzi confirment qu'une crise de régime se propage de pays en pays et qu'elle s'apprête à embraser l'ensemble de l'UE. La chute de Matteo Renzi n'est pas la fin d'un gouvernement mais est emblématique, une fois de plus, de la fin d'un monde.

*Auteur de « A demain, Gramsci ! », Éditions du Cerf, octobre 2015.

Au contraire du gouvernement français, le président du Conseil des ministres italien s'était même enfermé dans un soutien aveugle et fanfaron à cet accord de libre-échange entre les États-Unis et l'Union européenne. ¶

GAËL BRUSTER

Pour le politologue et écrivain*, le vote contre la réforme constitutionnelle du premier ministre italien est surtout le reflet d'un vaste mécontentement envers la politique économique du pays mais aussi de l'Union européenne.



Peso: 39%